



CONSERVATOIRE DU LITTORAL
ANTENNE DE GUYANE



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Maître de l'ouvrage : Conservatoire du littoral

Objet du marché :

**PRESTATIONS SYLVICOLES
SUR LES SITES DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL
DEPARTEMENT DE LA GUYANE**

Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

SOMMAIRE

1 - GENERALITES	3
1.1 - Préambule	3
1.2 - Objet du marché	3
1.3 - Forme et durée du marché	Erreur ! Signet non défini.
1.4 - Règlement, normes et qualification	4
1.5 - Connaissance du terrain	5
1.6 - Dégradations	5
1.7 - Organisation du chantier	5
1.7.1 - Interlocuteurs	5
1.7.2 - Travaux préparatoires	6
1.7.3 - Durant les travaux	6
1.8 - Qualification du personnel	6
1.9 - Documents transmis à l'entreprise	7
1.10 - Documents fournis par l'entreprise	7
2 - DÉROULEMENT DES PRESTATIONS	7
2.1 - Installation de chantier	7
2.2 - Procédures d'intervention	7
2.3 - Déroulement du chantier	8
2.3.1 - Sécurité	8
2.3.2 - Signalisation	8
2.3.3 - Panneau de chantier	8
2.3.4 - Accès	8
2.3.5 - Circulation	9
2.3.6 - Protection des ouvrages et des sols	9
2.3.7 - Propreté du site	9
2.4 - Visites de chantier et contrôle des prestations	10
2.4.1 - Visites de chantier	10
2.4.2 - Contrôle des prestations	10
2.4.3 - Fin de chantier et réception	10
2.5 - Procédures de fin d'intervention	11
2.6 - Tableau récapitulatif des pièces pour les prestations	11
3 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	12
3.1 - Généralités	12
3.2 - Respect du milieu naturel	12
3.3 - Modalités techniques	12
3.3.1 - Matériels utilisés et pollution des milieux	12
3.3.2 - Déchets du chantier	13
3.4 - Limitation des nuisances sonores	13
3.5 - Respect des périodes de nidification, de reproduction et dérangement	13
3.6 - Station d'espèces remarquables	13
3.7 - Evacuation des matériaux	13
4 - MODE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	Erreur ! Signet non défini.
5- ANNEXES	14
5.1 - Carte de localisation des sites	Erreur ! Signet non défini.
5.2 - Modèle de bon de commande	Erreur ! Signet non défini.
5.3 - Modèle de bon de fin d'intervention	Erreur ! Signet non défini.

1 - GENERALITES

1.1 - Préambule

Créé en 1975, le Conservatoire du littoral est un établissement public national chargé de mener une politique foncière visant à la protection définitive des espaces naturels et des paysages sur les rivages maritimes et lacustres. Ces sites sont ainsi préservés de toute urbanisation et deviennent un lieu accessible à tous et pour toujours.

Le Conservatoire du littoral a identifié un certain nombre d'espaces naturels à protéger en Guyane en raison de leur intérêt paysager, écologique, en vue de leur ouverture au public. A ce jour, plus de 50 000 ha sont protégés. Ainsi l'établissement contribue significativement à la préservation et à la mise en valeur de la diversité biologique du département et notamment au maintien d'espaces naturels périurbains soumis à une forte pression foncière.

Il est représenté par son directeur.

Les personnels de l'antenne de Guyane du Conservatoire du littoral sont désignés maître d'œuvre.

Les coordonnées des principaux représentants et intervenants sont :

- **Maître d'ouvrage :**
Conservatoire du littoral
Corderie Royale - CS 10137 – 17306 ROCHEFORT Cedex
Tél : 05 46 84 72 50 – Fax : 05 46 84 72 79
- **Conducteurs d'opération :**
Conservatoire du littoral
Délégation Outre-mer - Antenne de Guyane
1, Impasse Cépérou – 97300 CAYENNE
Tél : 05 94 28 72 81

1.2 - Objet du marché

Le présent marché concerne la réalisation de **prestations sylvicoles sur les sites du Conservatoire du littoral en Guyane.**

Les personnels de l'antenne de Guyane du Conservatoire du littoral sont désignés conducteurs d'opération.

Le présent C.C.T.P. est commun à l'ensemble des prestations sur les sites listés ci-dessous :

Liste des sites du Conservatoire du littoral en janvier 2026 concernés par le présent marché de travaux (non contractuelle)

N°SITE	NOM DU SITE	Surface protégée (ha)	COMMUNE
973-158	RIVAGES DE CAYENNE	51,0	CAYENNE
973-190	SALINES DE MONTJOLY	64,6	REMIRE-MONTJOLY
973-278	ILES DU SALUT	0,2	CAYENNE
973-351	CRIQUE ET PRIPRI DE YIYI	35371,3	SINNAMARY-IRACOUBO
973-410	ILETS DE REMIRE	92,9	CAYENNE
973-424	LE MONT MAHURY	189,3	REMIRE-MONTJOLY
973-430	MONTAGNE D'ARGENT	740,0	OUANARY
973-432	POINTE ISERE - SAVANE SARCELLE	2795,1	MANA
973-686	MONTS ET MARAIS DE L'OBSERVATOIRE	0,0	OUANARY
973-687	PISTE DE L'ANSE	1735,0	SINNAMARY-IRACOUBO
973-813	MONTAGNE DE KAW- RESERVE TRESOR	2464,0	ROURA
973-843	PETIT CAYENNE	2109,5	CAYENNE
973-875	SAVANES ET MARAIS DE MACOURIA	4646,8	MACOURIA
973-922	KANAWA	1127,8	AWALA-YALIMAPO
973-946	HABITATION VIDAL	495,9	REMIRE-MONTJOLY
973-975	BAGNE DES ANNAMITES	260,1	MONTSINERY- TONNEGRANDE
973-1045	RIVE DROITE DU MAHURY	5488,4	ROURA
973-1059	ILETS DUPONT	2,4	CAYENNE
973-1064	LAC DE PETIT SAUT - MONTAGNE SAINT JACQUES	0,0	SAINT ELIE
973-1065	SAVANES DE WAYABO	967,3	KOUROU
973-1071	POINTE LIBERTE	82,3	MACOURIA
973-1089	SAVANE DES PERES	620,3	KOUROU

La carte de localisation des sites est jointe au DCE.

Potentiellement, de nouveaux sites en Guyane pourront être ajoutés à la liste et faire l'objet de travaux.

Sur ces sites s'appliquent des prestations d'élagage, commandées par voie de bons de commande, selon les prix du Bordereau des Prix Unitaires.

Le BPU renvoie aux articles du C.C.T.P. concernés pour la description des tâches auxquelles il fait référence.

A titre indicatif, au cours des trois dernières années, plus de 85% des travaux sylvicoles réalisés sur les sites du Conservatoire en Guyane ont eu lieu sur les territoires des communes de la CACL. La répartition des travaux du présent accord-cadre devrait suivre la même tendance.

1.3 - Règlement, normes et qualification

Les accessoires de travaux, doivent être estampillés « NF » ou équivalent et conformes aux normes de l'UE sur la sécurité et l'environnement. Les prestations sont à réaliser conformément à tous les décrets, arrêtés, normes et règlements en vigueur à la date de la remise des offres et

en particulier au Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux prestations faisant l'objet du marché.

1.4 - Connaissance du terrain

L'entrepreneur est réputé avoir reconnu le terrain avant l'établissement de ses prix, avoir exactement apprécié la nature et les difficultés présentées par les différentes prestations. Par conséquent, l'entrepreneur ne pourra prétendre à aucune plus-value sur ses prix en fonction des difficultés qu'il pourra rencontrer lors de l'exécution des travaux.

Afin de faciliter cette reconnaissance, une carte de localisation des sites est annexée au présent CCTP.

1.5 - Dégradations

L'entrepreneur est entièrement responsable des détériorations qu'il causerait aux ouvrages, aux équipements, à la voirie, aux biens de tiers, aux sols et à la végétation qu'ils soient sur la propriété du Conservatoire du littoral ou hors du site.

La responsabilité de l'entreprise sera engagée en cas d'accidents corporel ou matériel liés à l'exécution des travaux. L'entrepreneur devra justifier, lors de la remise de son offre, qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Un état des lieux contradictoire sera effectué par le maître d'ouvrage avant (lors de la réunion préparatoire de chantier) et après la fin du chantier (avant les opérations de réception). En cas de dégâts causés sur la végétation, les ouvrages, les équipements et les terrains non concernés par les travaux, l'entreprise devra assurer une remise en état selon les prescriptions du maître d'ouvrage.

Tout dégât sur les végétaux et autres éléments est sanctionné selon les modalités figurant à l'article 11 du C.C.A.P.

1.6 - Organisation du chantier

1.6.1 - Interlocuteurs

Le maître d'ouvrage n'a qu'un seul interlocuteur, le chef de chantier ou conducteur de travaux de l'entreprise mandataire, qui a la responsabilité des chantiers. Présent lors des interventions sur les différents chantiers, il peut être contacté en permanence par liaison téléphonique pendant les heures ouvrables ; il participe aux réunions de chantier.

Il est impérativement remplacé lors de ses congés ou absences et veillera à en informer préalablement le maître d'ouvrage en lui communiquant les coordonnées de son remplaçant.

Sur le chantier, les vêtements de travail, les véhicules et le matériel de l'entreprise doivent avoir en permanence un aspect propre et être en bon état de fonctionnement. Les véhicules et vêtements portent le nom de l'entreprise.

1.6.2 - Travaux préparatoires

Avant le démarrage du chantier, l'entreprise devra :

- Participer à la visite des lieux et à la définition précise, avec le maître d'œuvre des travaux à réaliser ;
- Effectuer les démarches utiles à l'obtention, auprès des services qualifiés, de toutes les autorisations nécessaires au bon déroulement du chantier ;
- Effectuer la consultation des divers concessionnaires de réseaux et la recherche des dits réseaux avant toute exécution des travaux ;
- Mettre en place toutes les installations, conformes aux réglementations en vigueur, nécessaires à son personnel et toutes dispositions en vue d'assurer l'hygiène et la sécurité du chantier et de l'ensemble de son personnel ;
- Déposer et stocker des éléments pouvant gêner le bon déroulement des travaux à un emplacement désigné par le maître d'ouvrage ; l'entreprise est responsable de ceux-ci pendant toute la durée des travaux jusqu'à leur remise en place ;
- Procéder au balisage et à la protection des ouvrages, des équipements et de la végétation à préserver
- Assurer la sécurisation, la signalisation du chantier et le respect des règles.

1.6.3 - Durant les travaux

Dans le cadre de la conduite du chantier, l'entreprise devra :

- Amener et replier ses équipements et matériels nécessaires à la réalisation de ses travaux. Ils seront stockés sur une emprise proposée par l'entrepreneur et validée par le maître d'œuvre ;
- Maintenir en tout temps un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents sur le chantier ;
- Avoir toujours tous les matériels, approvisionnements, outillages, engins et moyens de toutes sortes suffisants de manière à assurer la marche régulière des travaux et leurs achèvements dans les délais prescrits ;
- Procéder au nettoyage journalier du chantier ;
- Maintenir la propreté aux abords du chantier et sur les voies d'accès empruntées ;
- Participer autant que de besoin à tous les travaux de contrôle, de coordination et de réception y compris toutes les mises au point rendus nécessaires dans le cadre des travaux.

1.7 - Qualification du personnel

Le personnel qui en aura la charge devra avoir une formation d'élitage.

L'entreprise est tenue de transmettre la liste nominative des personnels intervenant dans le cadre du marché et leur niveau de qualification au maître d'œuvre, permettant de vérifier la conformité des moyens humains mis en œuvre par l'entrepreneur dans le cadre du programme des prestations.

L'entrepreneur est tenu de pouvoir justifier des qualifications annoncées pour ses employés en produisant les diplômes attestant des niveaux de qualification.

Tout personnel non qualifié n'est pas habilité à exécuter ce type de prestations.

Les justificatifs des qualifications nominatives des personnels font partie du dossier technique du marché. Si les personnels viennent à changer en cours de marché, l'entreprise doit remettre au maître d'ouvrage les justificatifs de qualification des nouveaux personnels au plus tard 48 heures avant le début de la prestation.

L'absence de ces documents entraînera la suspension immédiate de l'exécution de la tâche qui ne pourra reprendre qu'après la présentation au maître d'ouvrage des pièces demandées. Le

retard dans la réalisation de la tâche consécutif à cette suspension pourra donner lieu au paiement des pénalités de retard prévues à l'article 11 du C.C.A.P.

Tout personnel de l'entreprise doit être capable d'informer le public, s'il est questionné, du nom et des coordonnées de son entreprise et du maître d'ouvrage ainsi que de l'objectif technique des travaux qu'il réalise.

1.8 - Documents transmis à l'entreprise

Le maître d'ouvrage transmettra avec les bons de commande correspondants et en fonction du besoin, les études, les diagnostics, les plans ainsi que les résultats des investigations complémentaires, nécessaires à la bonne exécution des travaux.

Le chef d'équipe doit, à tout moment, être en possession de ces documents graphiques en couleur relatifs à la tâche à exécuter.

Il appartient à l'entreprise d'examiner attentivement les documents et pièces écrites et de formuler dans les meilleurs délais toutes remarques nécessaires à sa complète information ainsi que toutes propositions techniques offrant des résultats conformes au présent C.C.T.P.

1.9 - Documents fournis par l'entreprise

L'entrepreneur fournira au maître d'ouvrage, dès la réception des bons de commande et avant le démarrage des travaux :

- Le planning détaillé des travaux ;
- L'ensemble des documents précisant les moyens humains et techniques mobilisés.

2 - DÉROULEMENT DES PRESTATIONS

2.1 - Installation de chantier

L'entrepreneur doit procéder, conformément aux règlements sociaux et sanitaires en vigueur, à l'amenée et au repliement de toute installation de chantier destinée à son personnel. L'emplacement sera défini en accord avec le maître d'œuvre.

Toute installation de chantier et de matériel doit être repliée dans un délai de 48 heures après la fin de toute intervention. Le coût des installations de chantier est réputé être inclus dans les prix unitaires des prestations.

2.2 - Procédures d'intervention

Consécutivement à la demande du maître d'ouvrage, l'entrepreneur dispose de quarante-huit heures pour répondre à la sollicitation et produire un devis en réponse au besoin.

Quarante-huit heures avant intervention, l'entrepreneur informe par courriel le maître d'ouvrage de la nature, la date, le lieu et l'heure d'intervention par un avis d'intervention.

En cas d'événement impondérable empêchant l'intervention de l'entrepreneur, ce dernier prévient immédiatement le maître d'ouvrage avec lequel il convient d'une nouvelle date. Il confirme alors dans un délai maximum de 24 heures, par courriel, la date, le lieu et l'heure de son intervention.

2.3 - Déroulement du chantier

2.3.1 - Sécurité

Le maître d'ouvrage attire l'attention de l'entrepreneur sur le fait que les sites concernés par le présent marché sont des lieux publics parfois limitrophes d'habitations ou d'équipements publics. L'entrepreneur doit donc veiller à prendre toutes les dispositions pour assurer la sécurité des usagers et des riverains pendant toute la durée des travaux. Ainsi, les engins stationnant dans l'emprise du chantier en dehors des horaires de travail devront être protégés vis-à-vis du public.

L'entrepreneur aura pris connaissance de toutes les difficultés de chacun des sites et prendra toutes les dispositions pour garantir la sécurité des personnes et des biens.

Les engins mis en œuvre pour réaliser la prestation doivent être conformes aux normes de sécurité en vigueur à la date de réalisation de la prestation, en particulier en ce qui concerne les dispositifs antiprojections.

Pour les chantiers mobiles ou lorsque les travaux se déroulent à moins de 100 mètres d'une zone fréquentée par le public, l'entreprise doit prendre toute disposition de balisage et de surveillance pour garantir la sécurité des personnes.

L'entrepreneur est tenu de signaler toute anomalie dangereuse pour les usagers, survenue aux ouvrages équipements, qu'il en ait la charge ou non et de prendre toutes les mesures de protection d'urgence nécessaires. Dans le cas où il remarquerait un quelconque désordre, il en avertira immédiatement le maître d'ouvrage.

En cas d'avis de contraintes météorologiques majeures (inondations des terrains d'intervention, vents importants...) tous les travaux devront être arrêtés et les employés de l'entreprise devront quitter le terrain. Il est de la responsabilité de l'entreprise de se tenir informée des prévisions auprès des services de Météo France et d'informer le maître d'ouvrage dans le cas où elle juge nécessaire d'annuler l'intervention.

L'entrepreneur est tenu de se conformer à ses frais et sans recours contre le maître d'ouvrage à toutes les prescriptions qui peuvent être imposées par celui-ci ou les autorités compétentes en vue de la sécurité. En cas de manquement par l'entreprise aux règles de sécurité ou aux prescriptions techniques, le maître d'ouvrage peut à tout moment demander l'arrêt de la prestation.

2.3.2 - Signalisation

La signalisation à l'usage du public doit être conforme aux instructions réglementaires en matière de signalisation provisoire de chantier. Elle est réalisée, sous le contrôle du maître d'ouvrage, par l'entreprise. Cette dernière a à sa charge la fourniture et la mise en place des panneaux et dispositifs de signalisation (panneaux, marquages provisoires, balisage, etc.). Ils seront implantés, de façon à être le maximum visible et à attirer l'attention du public.

2.3.3 - Panneau de chantier

Dès l'ouverture de chantier, l'entreprise titulaire fournit et pose aux emplacements définis par le maître d'ouvrage un panneau de chantier.

Le panneau devra être déposé par l'entreprise sans délais, dès la fin du chantier.

2.3.4 - Accès

L'entreprise assurera, pendant toute la durée des travaux, la gestion des accès au chantier y compris toutes les dispositions nécessaires à la sécurité du public et contre l'intrusion de

personne étrangère au chantier, pendant toute la durée des travaux de jour comme de nuit, jours fériés et week-end.

Aucune emprise ou accès ne sera créée pour l'amenée du matériel ou l'évacuation des déchets sans accord au maître d'œuvre.

Il sera fourni à l'entreprise une clé ouvrant les barrières lorsque le site en est équipé. Celles-ci devront être refermées à clé après chaque franchissement de véhicule ou d'engin, à l'aller comme au retour.

L'entreprise pourra être autorisée à déplacer temporairement les blocs de pierre ou à enlever les plots en bois des systèmes anti-franchissement pour accéder à la zone de travaux. L'accès devra être refermé chaque jour pendant toute la durée du chantier.

Toute barrière non refermée et tout bloc de pierre ou plots en bois non repositionné par l'entreprise, entrainera l'application de la pénalité prévue au C.C.A.P.

2.3.5 - Circulation

Il appartient à l'entreprise de déposer, avant tout commencement d'exécution, les demandes de réglementation, de circulation qu'elle jugera nécessaires. Elle doit se soumettre aux arrêtés qui en découleront. L'entreprise doit signaler ses chantiers jour et nuit, conformément aux prescriptions de l'instruction ministérielle sur la signalisation temporaire des routes.

Les itinéraires de transport à l'intérieur de chaque site doivent être soumis à l'approbation du maître d'ouvrage. En tout état de cause, il conviendra d'utiliser les chemins déjà existants et de limiter au maximum le passage des engins sur les terrains naturels.

Le nombre de passage des engins sera optimisé pour limiter le tassement au sol et son érosion.

La circulation à l'intérieur des sites donne toujours la priorité aux piétons. La vitesse ne doit en aucun cas dépasser 10 kilomètres à l'heure.

2.3.6 - Protection des ouvrages et des sols

L'entreprise devra veiller à ne pas détériorer les ouvrages, équipements, mobiliers (carbets, tables-bancs...) et éléments de signalétiques (panneaux, bornes...) implantés sur les sites.

En aucun cas l'entrepreneur ne pourra intervenir sur ces éléments et sur les végétaux sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

En fonction de l'éloignement des zones de travaux, l'entreprise pourra demander à accéder aux sites avec des engins motorisés. Ces derniers devront obligatoirement avoir une portance réduite. Cette autorisation devra être demandée au maître d'ouvrage avant le démarrage des prestations.

L'entrepreneur devra adapter la charge de ses véhicules ou de ses engins aux conditions d'accès de chaque site et à la résistance des sols, annuler ou retarder les travaux dans le cas de conditions atmosphériques mauvaises (terrain détrempé). Le poids total en charge (P.T.A.C.) des véhicules circulant sur le chantier devra être adapté à la portance des sols.

2.3.7 - Propreté du site

L'entrepreneur est responsable du maintien en bon état de la visibilité des voies ouvertes à la circulation et empruntées par ses engins, conformément aux prescriptions du code de la route. Il aura à sa charge tous les nettoyages et ébouages.

L'entrepreneur sera responsable du nettoyage des voies du domaine public salies par le passage de ses camions ou autres engins. Il sera également responsable de toute dégradation constatée sur les voiries et trottoirs du domaine public, consécutives au passage, manœuvres ou stationnement de ses camions ou autres engins.

En cas de dégradation des voies publiques utilisées pour l'approvisionnement de ses matériaux, et du fait de celui-ci, l'entrepreneur aura la charge de procéder à l'entretien et à la réfection des dégradations.

En cas de réclamation des services de la commune concernée, des services des routes, des services de Police, ou des riverains, le maître d'ouvrage se réservera le droit de faire procéder aux travaux de nettoyage des chaussées souillées aux frais de l'entreprise.

L'entrepreneur devra quitter ou laisser le chantier propre et libre de tout déchet ou produit dangereux pendant et après l'exécution des prestations.

Le stockage des déchets sur le site n'est pas autorisé. Ainsi, l'entreprise devra chaque jour, trier et procéder à l'enlèvement et au transport des déchets sur des sites d'évacuation ou de traitement autorisés. Aucun déchet ne devra être déposé dans ou à proximité des bacs à poubelle disposés sur le site du Conservatoire.

2.4 - Visites de chantier et contrôle des prestations

2.4.1 - Visites de chantier

Les visites de chantier ont pour but de programmer les travaux de l'entreprise, de contrôler leur bonne exécution de s'assurer des moyens techniques et humains mis en œuvre, de noter les déficiences et retards constatés, de donner les directives pratiques non précisées dans le marché que l'entrepreneur devra solliciter auprès du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur ayant la qualification minimale de conducteur de travaux, est tenu d'assister aux visites de chantier fixées par maître d'ouvrage. Ce dernier pourra cependant convoquer l'entrepreneur à la date de son choix.

Le compte-rendu de la visite de chantier est rédigé par le maître d'ouvrage et signé contradictoirement, l'entreprise en recevant un exemplaire. Si aucune observation n'est formulée dans les deux jours ouvrables suivant la réception, les décisions prises lors de ces réunions seront exécutoires passé ce délai.

2.4.2 - Contrôle des prestations

Le contrôle contradictoire des prestations est réalisé en présence de l'entreprise à chaque visite de chantier.

Tout contrôle contradictoire fera l'objet, 72 heures à l'avance, d'un avis téléphonique à l'entreprise et d'une confirmation par courriel. En cas d'absence de l'entreprise, le contrôle unilatéral du maître d'ouvrage donnera lieu à l'établissement d'un constat réputé contradictoire.

2.4.3 - Fin de chantier et réception

En fin de chantier, l'entrepreneur est tenu de rendre les abords du chantier dans un état comparable à l'existant. La zone d'intervention fera l'objet d'une exploration systématique et complète afin de procéder au ramassage de tous les débris résiduels, encombrants et déchets divers qu'elles que soient leur taille et leur nature. Il vérifiera de n'avoir laissé aucun débris et salissures sur les équipements mobiliers et les aires d'accueil, ni modifié l'état des infrastructures.

Il procédera à la remis en place de tous les éléments déposés aux mêmes endroits ou à ceux indiqués par le maître d'ouvrage.

2.5 - Procédures de fin d'intervention

Pour tout bon de commande, l'entrepreneur fait parvenir au maître d'ouvrage, dans un délai maximum de 48 heures après intervention, une confirmation de fin d'intervention par courriel sur lequel il a consigné les informations suivantes :

- nom du site ;
- date de l'intervention ;
- lieu d'intervention ;
- liste des travaux effectués ;
- nature et quantité des fournitures mises en œuvre ;
- observations de l'entreprise sur les éventuels problèmes rencontrés ;
- dégradations survenues aux ouvrages, sols et/ou équipements, du fait de l'entreprise ou de tiers ;
- date et signature du conducteur de travaux ou du chef de chantier ;
- les raisons justifiant le retard ou le non-respect des délais dans l'exécution des tâches.

2.6 - Tableau récapitulatif des pièces pour les prestations

Qui ?	Quand ?	Actions / Documents
Maître d'ouvrage et entrepreneur	Réunion de chantier	Planning d'intervention proposé par l'entrepreneur. En outre, seront précisés les moyens humains et techniques mobilisés dans le cadre du chantier. Le planning sera signé des deux parties
Maître d'ouvrage	Après la réunion de chantier	Un compte-rendu de réunion de chantier signé contradictoirement par l'entreprise
		Fiche de contrôle
	A la fin des travaux	Procès-verbaux de réception (EXE 4 et EXE 6) signés par l'entreprise et le maître d'œuvre
Entrepreneur	48h avant d'intervenir sur un chantier	Avis d'intervention : par courriel
	48h après intervention	Confirmation de fin d'intervention : par courriel
	Réunion de chantier	Mise à jour du planning signé des deux parties
	Évènement impondérable	Prévient immédiatement le maître d'ouvrage par téléphone ou courriel et convient d'une nouvelle date. Confirme la nouvelle date de démarrage, par courriel, dans les 24 heures

3 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

3.1 - Généralités

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que le maître d'ouvrage est engagé dans une approche de développement durable. Dans un souci de cohérence, un engagement de l'entreprise soumissionnaire dans cette démarche est souhaité.

L'entreprise pourra émettre toute proposition et suggestion d'actions permettant d'atteindre ces objectifs et pourra produire tout document attestant de son engagement dans la démarche de développement durable.

3.2 - Respect du milieu naturel

L'entrepreneur doit, en circulant avec ses véhicules, veiller à ne pas altérer le milieu naturel et se conformera à l'itinéraire technique validé par le maître d'ouvrage. Tout changement d'itinéraire technique se fera avec l'accord du maître d'ouvrage afin de ne pas risquer de détruire la faune, la flore ou les habitats naturels.

3.3 - Modalités techniques

3.3.1 - Matériels utilisés et pollution des milieux

Le prestataire devra respecter le cahier des charges suivant afin de limiter son impact sur l'environnement :

- Éliminer tout déchet nuisant à l'environnement ;
- Ne pas utiliser de produits toxiques ;
- Communiquer sur les bonnes pratiques environnementales ;
- Suivre ses consommations énergétiques.

Matériel portatif thermique

Dans un souci de respect des milieux, les outils thermiques utilisés sur les sites objets du présent marché devront privilégier l'utilisation de lubrifiants biologiques possédant l'écolabel européen ou un label aux exigences équivalentes.

Engins utilisant des fluides hydrauliques

Le titulaire devra privilégier l'utilisation de fluides hydrauliques biodégradables ou dans le cas échéant, à justifier de l'impossibilité de leur usage.

Utilisation d'engins thermiques

Les engins utilisés devront être conformes à la réglementation en vigueur en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre.

De manière générale, les engins et véhicules à motorisation thermique devront être récents. L'entrepreneur veillera à ce qu'aucun fluide (carburant et essence) ne vienne polluer les sols.

3.3.2 - Déchets du chantier

Un engagement de gestion des déchets et de respect du développement durable est souhaité. L'entreprise pourra produire tout document attestant de son engagement dans la démarche de développement durable.

3.4 - Limitation des nuisances sonores

Il est demandé à l'entreprise de réduire toutes les nuisances sonores liées au chantier afin de limiter le dérangement de la faune sauvage.

Sauf si cela est indiqué spécifiquement dans le descriptif de la tâche, les interventions n'auront pas lieu le weekend, ni les jours fériés. Des dérogations pourront être acceptées après accord du maître d'œuvre.

A moins de 150m de zones d'habitation, les interventions nécessitant l'usage de matériel motorisé devront avoir lieu entre 7h et 17h.

De manière générale, le titulaire devra privilégier le petit matériel à motorisation électrique ou toute autre source d'énergie non bruyante.

3.5 - Respect des périodes de nidification, de reproduction et dérangement

Dans les zones de nidification, le titulaire devra impérativement respecter les indications du maître d'ouvrage dans ses interventions afin de ne pas porter atteinte aux espèces.

3.6 - Station d'espèces remarquables

L'entreprise devra impérativement respecter les stations d'espèces remarquables désignées par le maître d'ouvrage et les éviter lors de son intervention afin de ne causer aucune destruction de celles-ci. Le titulaire préviendra le maître d'œuvre en cas de découverte d'une station d'espèces remarquables.

Il veillera à ne pas détruire la faune (oiseaux, tortues, reptiles et amphibiens) présente sur le site.

3.7 - Evacuation des matériaux

L'évacuation des produits de coupe (branchages), pourra se faire, sauf indication contraire du maître d'ouvrage, aux abords directs des zones d'intervention, directement dans le milieu naturel.

Les produits de coupes devront cependant être regroupés. Ils seront stockés hors de l'emprise visuelle et quoi qu'il en soit ne pas entraver le passage des usagers sur les sentiers aménagés ni empiéter sur quelques aménagements que ce soit. Dans cette configuration, les éléments de grosse section seront billonnés afin de réduire le volume de l'ensemble et de faciliter leur décomposition.

Dans le cas d'une volonté annoncée par le maître d'ouvrage d'évacuation des produits de coupe, l'entreprise devra exporter cette matière hors site, proposer une zone de stockage agréée et fournir au maître d'ouvrage le bon de dépôt des déchets.

5- ANNEXE

- Annexe : Sites d'intervention – Carte de localisation